

L'union Benelux et  
la politique de coordination des statistiques.

Aux origines de l'Europe des chiffres

# La construction européenne, une querelle de chiffres ?

- Une certitude : la maîtrise et la fiabilité des données statistiques se révèlent stratégiques dans le processus de décision
- La formation de l'Union Benelux le démontre

# Le processus décisionnel

- 5 septembre 1944, Londres : signature de la convention douanière Benelux
  - Prévoit la création d'une conférence ministérielle, l'exécutif du Benelux
  - Trois Conseils:
    - Conseil administratif des Douanes
    - Conseil de l'union économique
    - Conseil des accords commerciaux
- Coordonnés par la Réunion des présidents

# Coordination des statistiques

- Absence de statistiques officielles fiables en 1945 et 1946, conséquence de la guerre
- Dès avril 1947, adoption d'une nomenclature statistique commune du commerce extérieur (documents identiques Benelux)

# Statistiques du commerce extérieur

- Etablissement des statistiques nationales du commerce extérieur et maintien des contrôles douaniers au frontière
- Nécessité d'un maintien du contrôle douanier, en raison de la récolte de données statistiques, même après instauration du tarif douanier commun au 1<sup>er</sup> janvier 1948

# Unification des documents douaniers

- Volontarisme des administrations des douanes en faveur de l'unification des documents douaniers Benelux
- Perspective : tarif douanier commun au 1<sup>er</sup> janvier 1948
- Déclaration d'import-export unifiée, avec volet statistique, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 1951 dans l'Union Benelux

# Contrôles frontaliers post 1948 ?

- Pression de l'opinion publique et de la presse en faveur de l'ouverture des frontières
- Contradiction perçues entre mise en œuvre du tarif Benelux en 1948 et maintien des contrôles frontaliers
- Objectifs : libre circulation des personnes et des véhicules
- 1950 : décision de maintien de statistiques commerciales séparées entre l'UEBL et les Pays-Bas
- Données statistiques instrumentalisées par les fonctionnaires favorables au libre-échange et au protectionnisme

# Convergence des prix et salaires

- Question extrêmement sensible au début du Benelux
- Profondes divergences entre statistiques belges et néerlandaises en raison des différents subventions et des charges sociales
- Niveau des prix et salaires détermine le rythme de libération ses échanges intra-Benelux
- 1<sup>er</sup> janvier 1948 : salaires belges 20% plus élevés et salaires luxembourgeois 40% plus élevés qu'aux Pays-Bas n'entravent pas la marche vers l'union économique

# Le devenir des statistiques internationales

- Crainte du Benelux quant à l'avenir de l'Institut International des Statistiques (IIS) de La Haye, qui abandonne sa mission de coordination de statistiques officielles pour promouvoir la coopération entre statisticiens
- Transfert des bureaux internationaux de récolte des statistiques vers l'ONU à New York
- Point de vue Benelux : perte de maîtrise des statistiques internationales par les Européens au profit des Américains

# Impact statistique du Plan Marshall

- Mémorandum commun Benelux de 1948 à l'OECE prudent en raison de statistiques peu fiables
- ECA, chargée de l'administration du Plan Marshall, impose aux pays européens bénéficiaires une modernisation des statistiques économiques sur une base commune et comparable
- Exigence de calcul des PIB et PNB

# Statistiques, FMI et BIRD

- FMI et Banque mondiale, fondées à Bretton Woods, exigent des statistiques économiques fiables établies sur le modèle américain
- Le premier pays concerné est le Luxembourg, bénéficiaire d'un prêt de la Banque mondiale dès 1946
- La coopération statistique Benelux facilite la mise en conformité des normes statistiques sur base des exigences de l'OECE, du FMI et de la BIRD